



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AUDE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS SPÉCIAL N° 01 - DECEMBRE 2018

PUBLIÉ LE 4 DECEMBRE 2018

DDTM

- SEMA

- SPRISR

- SPRISR/USR

DIRECCTE

- UD 11

PREFECTURE

- DPPPAT/BCI

SOMMAIRE

DDTM

SEMA

Arrêté préfectoral n° DDTM-SEMA-2018-0074 fixant les périodes d'ouverture de la pêche dans le département de l'Aude pour l'année 2019.....1

Arrêté préfectoral n° DDTM-SEMA-2018-0075 autorisant la capture et le transport du poisson à des fins scientifiques, en cas de déséquilibres biologiques et à des fins sanitaires.....10

SPRISR

Arrêté préfectoral n° DDTM-SPRISR-2018-069 portant attribution d'une subvention de l'État à M. Jean-Paul ROGER, domicilié à COURSAN, pour les mesures de réduction de la vulnérabilité sur plan de prévention du risque inondation.....13

SPRISR/USR

Arrêté temporaire n° DDTM-SPRISR-USR-2018-056 portant réglementation de la circulation sur l'A9 dans la nuit du 4 au 5 décembre 2018 - réalisation des travaux de peinture et de grenaillage - échangeur de Leucate n° 40 - sur le territoire de la commune de CAVES.....19

DIRECCTE

UD 11

Arrêté préfectoral n° DIRECCTE-2018-012 portant modification de l'arrêté préfectoral n° 2007-11-1485 réglementant la fermeture des établissements de la coiffure.....22

Arrêté modificatif portant renouvellement d'agrément d'un organisme de services à la personne N° SAP 498 611 953 - A2MICILE « AZAÉ CARCASSONNE » à CARCASSONNE.....24

PREFECTURE

DPPPAT/BCI

Arrêté préfectoral n° DPPPAT-BCI-2018-049 donnant délégation de signature à M. Patrick DISSET, directeur de la sécurité de l'Aviation Civile Sud par intérim.....26



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'AUDE

***Arrêté préfectoral n° DDTM-SEMA-2018-0074
fixant les périodes d'ouverture de la pêche
dans le département de l'Aude pour l'année 2019***

Le Préfet de l'Aude,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'Environnement ;

VU le décret du 24 février 2017 portant nomination de M. Alain THIRION en qualité de préfet de l'Aude à compter du 20 mars 2017 ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 mai 2015 approuvant le plan quinquennal 2015-2019 de gestion des poissons migrateurs du bassin de la Garonne ;

VU l'arrêté n°10-540 du 16 décembre 2010 approuvant le plan quinquennal 2010-2014 de gestion des poissons migrateurs du bassin Rhône Méditerranée ;

VU l'arrêté réglementaire permanent n°2011314-0032 en date du 15 novembre 2011 relatif à l'exercice de la pêche en eau douce dans le département de l'Aude ;

VU l'arrêté préfectoral n°DDTM-SEMA-2017-0257 en date du 10 novembre 2017 instituant des réserves de pêche jusqu'au 31 décembre 2021 ;

VU l'avis du comité technique réuni en date du 9 octobre 2018 ;

VU l'avis de monsieur le président de la fédération départementale des Associations Agréées de Pêche et de protection du Milieu Aquatique (F.D.A.A.P.P.M.A) de l'Aude du 12 octobre 2018 ;

VU l'avis de monsieur le chef du service départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité l'Aude du 10 octobre 2018 ;

VU l'avis de monsieur le directeur départemental des Territoires et de la Mer de l'Aude ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de l'Aude ;

A R R E T E

ARTICLE 1 :

La pêche est interdite dans le département de l'Aude, pour les écrevisses, les grenouilles et toutes les espèces de poissons, en dehors des périodes d'ouverture générale ci-après :

COURS D'EAU de 1ère CATEGORIE : du 9 MARS au 15 SEPTEMBRE 2019

COURS D'EAU de 2ème CATEGORIE : du 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 2019

Compte tenu des dispositions ci-dessus et des périodes d'ouverture spécifique, la pêche de ces diverses espèces est autorisée pendant les périodes ci-après :

Désignation des espèces	Cours d'eau et plan d'eau de 1ère catégorie	Cours d'eau, canaux, plans d'eau de 2ème catégorie
TRUITE fario Omble ou saumon de fontaine, Omble chevalier Cristivomer	du 9 mars au 15 septembre	du 9 mars au 15 septembre
TRUITE ARC EN CIEL	du 9 mars au 15 septembre	du 1er janvier au 31 décembre dans tous les cours d'eau et plans d'eau de 2ème catégorie, à l'exception de l'Aude en aval du barrage du Moulin de Canet où la période d'ouverture reste celle de la 1ère catégorie
OMBRE COMMUN	Du 18 mai au 15 septembre	du 18 mai au 31 décembre
BROCHET (1) PERCHE (1) BLACK-BASS (1) SANDRE (1)	du 9 mars au 15 septembre car Indésirable en 1ère catégorie	du 1 ^{er} janvier au 27 janvier et du 27 avril au 31 décembre
ANGUILLE JAUNE(2)(3) plus de 12 cm (R.436-65-3) (cours d'eau du bassin versant Rhône-Méditerranée)	Dans l'attente de la parution de l'arrêté ministériel	Dans l'attente de la parution de l'arrêté ministériel
ANGUILLE JAUNE(3) (cours d'eau du bassin versant Adour-Garonne)	Dans l'attente de la parution de l'arrêté ministériel	Dans l'attente de la parution de l'arrêté ministériel
ANGUILLE ARGENTEE, CIVELLE (ALEVIN d'ANGUILLE)	Pêche interdite toute l'année	Pêche interdite toute l'année
ALOISE FEINTE, GRANDE ALOSE, LAMPROIE MARINE, LAMPROIE FLUVIATILE (4)	du 9 mars au 15 septembre	du 1 ^{er} janvier au 31 décembre
TOUS POISSONS NON MENTIONNES CI-AVANT	du 9 mars au 15 septembre	du 1 ^{er} janvier au 31 décembre
GRENOUILLE VERTE ET GRENOUILLE ROUSSE (5)	du 1 ^{er} mai au 15 septembre	du 1 ^{er} mai au 15 septembre
AUTRES ESPECES DE GRENOUILLES	Pêche interdite Toute l'année	Pêche interdite Toute l'année

ECREVISSE à pattes blanches, à pattes grêles, à pattes rouges et écrevisses des torrents.	Pêche interdite toute l'année	Pêche interdite toute l'année
AUTRES ESPECES d'ECREVISSES	du 9 mars au 15 septembre	du 1 ^{er} janvier au 31 décembre
ESTURGEON	Pêche interdite toute l'année	Pêche interdite toute l'année

(1) Pendant la période d'interdiction spécifique de la pêche du brochet, perche, black-bass ou sandre la pêche au vif, au poisson mort ou artificiel, et aux leurres susceptibles de capturer ce poisson de manière non accidentelle (morceau de couenne, de lard séché, cuiller, streamers, plombée brillante, etc...) est interdite dans les eaux classées dans la 2ème catégorie. Il reste que tout brochet, perche, black-bass ou sandre accidentellement capturé, doit être immédiatement remis à l'eau.

(2) Il est interdit de pêcher de nuit et d'utiliser comme appât l'anguille à tous les stades (pêche récréative notamment pour le loup et le silure).

(3) La pêche de l'anguille de moins de 12 centimètres est interdite aux pêcheurs de loisirs en tous lieux (R.436-65-3).

(4) La pêche de l'aloise feinte, de la grande alose, de la lamproie marine et de la lamproie fluviatile est totalement interdite dans l'Hers Vif dans les parties classées en 1ère et 2ème catégories piscicoles.

(5) La capture des grenouilles autres que la grenouille verte et rousse est interdite toute l'année. Le colportage, la vente, la mise en vente ou l'achat de la grenouille verte et la grenouille rousse, qu'il s'agisse de spécimens vivants ou morts, sont interdits en toute période.

Toute pêche est interdite à partir des barrages et des écluses ainsi que sur une distance de 50 mètres en aval de l'extrémité de ceux-ci, à l'exception de la pêche à l'aide d'une ligne.

ARTICLE 2 :

Les cours d'eau, parties de cours d'eau et plans d'eau de 1ère et 2ème catégories figurant à l'annexe 1 du présent arrêté sont mis en réserve de pêche du 1er janvier au 31 décembre 2019.

ARTICLE 3

Par dérogation à l'article 6 de l'arrêté préfectoral n°2011314-0032 en date du 15 novembre 2011, la taille minimale de capture des truites autre que la truite de mer est fixée à 23 cm sur le bassin versant de la Boulzanne (communes de Montfort sur Boulzanne, Puylaurens, Salvezine, Gincla).

Par dérogation à l'article 6 de l'arrêté préfectoral n°2011314-0032 en date du 15 novembre 2011, la taille minimale de capture est fixée à 60 cm pour le brochet et 50 cm pour sandre.

Par dérogation à l'article 7 de l'arrêté préfectoral n°2011314-0032 en date du 15 novembre 2011, le nombre de captures de salmonidés autorisés par pêcheur et par jour est fixé à 3, sur le bassin versant de la Boulzanne (communes de Montfort sur Boulzanne, Puylaurens, Salvezine, Gincla).

La taille minimale de capture des truites autres que la truite de mer et de l'omble de fontaine est fixée à 20 cm dans tous les cours d'eau, parties de cours d'eau et plans d'eau du département à l'exception du fleuve Aude en amont de la chaussée du Boutet (commune de Limoux) et jusqu'à l'aval de l'usine de Nantilla (commune de Roquefort-de-Sault), où la taille minimale de capture est fixée à 23 cm.

ARTICLE 4 :

La pêche de la carpe de nuit est autorisée à toute heure du 1er janvier au 31 décembre :

- 1 - dans le canal de la Robine : de l'écluse du Moulin du Gua (50 mètres en aval) au pont de l'avenir, à Narbonne ;
- 2 - sur le grand bassin du Canal du Midi à Castelnaudary :
quai de la cybèle (frayère à brochet classée en réserve exclue),
du pont du commissariat à la passerelle après les pompiers,
du déversoir du quai Edmond Combes jusqu'au parking du port de plaisance,
du n°17 avenue des Pyrénées (section AT n°257) au quai de la Cybèle.
- 3 - sur le plan d'eau de la Ganguise :
 - bassin versant du Labexen :
 - en rive gauche, portion en eau, au droit du chemin de la ferme « la Grausse » jusqu'au droit de la ferme « Saporte » ;
 - en rive droite du bassin versant, sur le ruisseau de Peyrat (portion en eau) de la fin de la réserve du pont de Saint-Jean jusqu'au droit de l'ancienne ferme de Fissovent.
 - bassin versant de la Ganguise :
 - en rive gauche, au droit de la ferme « Les Brouts » jusqu'à l'ancienne route noyée après la ferme « La Maingeotte » ;
 - en rive droite depuis la ferme « La Bourdette » jusqu'au lieu-dit « Les Moulières ».
- 4 - dans les parties du plan d'eau de Montbel (hors zones d'interdiction classées en réserve).
- 5 - sur le fleuve Aude en rive droite, depuis la limite amont parcelle n° 453 (propriété de Monsieur Belbèze) jusqu'à la limite aval centrale du moulin de Beauvoir, lieu-dit " le Tonkin " (commune de Barbaira) – longueur 800 mètres.
- 6 - sur le fleuve Aude, commune de Puichéric, dans la traversée du village en rive gauche, depuis le pont de la RD 127 jusqu'à la limite aval « Port de Puichéric » (distance 380 mètres).
- 7 - lot B7 (Aude) sur la commune de Tourouzelle au lieu-dit le Débénas sur une longueur d'environ 1000 m sur la rive droite, depuis les parcelles communales numéro 1 en amont jusqu'à la parcelle n°105 en aval.
- 8 – lot A11 (Aude) sur la commune de Villedubert sur une longueur en amont du barrage de Villedubert, à l'aval de la jonction avec le Trapel situé rive droite sur 500 m

Sur les parcours de pêche où la carpe est autorisée de nuit, le maintien en captivité ou le transport de carpes capturées, depuis une demi-heure après le coucher du soleil jusqu'à une demi-heure avant son lever est interdit. Il est également interdit de transporter vivantes les carpes de plus de 60 centimètres. En vue d'éviter la capture d'autres espèces, seuls les appâts et amorces d'origine végétale sont autorisés. Les carpestes devront se signaler par un témoin lumineux et les secteurs seront délimités par des panneaux.

ARTICLE 5 :

Plusieurs parcours de pêche faisant appel à des procédés spécifiques de pêche sont maintenus sur les communes ci-dessous mentionnées :

- *Campagne Sur Aude* depuis 250 m en amont du pont et jusqu'à 350 m en aval sur Aude, un parcours sera exclusivement réservé à la pêche à la mouche fouettée avec remise à l'eau obligatoire du poisson, sans ardillon ou ardillon écrasé.

- *Axat* : sur 250 m depuis le pont neuf en aval et jusqu'à la passerelle EDF en amont sur Aude, un parcours sera exclusivement réservé à la pêche à la mouche fouettée avec remise à l'eau obligatoire du poisson, sans ardillon ou ardillon écrasé.
- *Quillan* : parcours No-Kill d'une longueur de 600 m du pont vieux jusqu'au niveau du cimetière (Aude). Ce parcours sera réservé à la pêche à la mouche fouettée et toc aux appâts artificiels sans ardillon ou ardillon écrasé et hameçon unique.
- *Belfort Sur Rebenty* : parcours No-Kill sur une longueur de 1000 m qui débute entre la mini chute d'eau et le début du petit canal et se termine au niveau du pont (Rebenty). Ce parcours sera réservé à la pêche à la mouche fouettée sans ardillon ou ardillon écrasé et hameçon unique.
- *Joucou* : parcours No-Kill d'une longueur de 590 m qui débute à 40 m à l'aval de la prise d'eau EDF et se termine après le pont au niveau de la fin de la mairie (Rebenty). Ce parcours sera réservé à la pêche à la mouche fouettée sans ardillon ou ardillon écrasé et hameçon unique.
- *Gincla* : depuis la cascade à la sortie du village jusqu'au pont de la RD22 au-dessus du village sur 650 m, un parcours sera exclusivement réservé à la pêche à la mouche fouettée avec remise à l'eau obligatoire, hameçons simples sans ardillon ou ardillons écrasés.
- *Cailla* : de la borne Pr34 jusqu'à l'embouchure de l'Aude dans le Rebenty, à la mouche fouettée uniquement et sans ardillon, sur 2300 m.

ARTICLE 6 :

Dans les ruisseaux de première catégorie inscrits en mode de gestion patrimoniale, sur les tronçons visés ci-dessous, la pêche au poisson vif ou mort, aux leurres et à la cuillère exceptée la mouche fouettée est interdite (cartes jointes à l'annexe 2).

1/ Dure

Ruisseaux associés : Corbières, 9 fontaines, d'Arfeil, Pousset, Linon, Lautier, Dussaude, Goutine
Limites : zones des sources /confluence avec la Rougeanne à Montolieu

2/ Alzeau

Ruisseaux associés : Chevelu en amont du Lac (Braissègne, Peyrouse, Rietge, Peyreblanque)
Limites : Zone des sources / confluence avec la Rougeanne à Montolieu

3/ Vernassonne

Limites : Zone des sources /Pont de l'Horte (amont Saissac)

4/ Orbiel

Ruisseaux associés : Douilhols, Tourette, Clause
Limites : Zone des sources / Fin réserve du Mas Cabardès

5/ La Grave

Ruisseaux associés : Espardelles, Montredon
Limites : Zone des sources /Confluence avec l'Orbiel

6/ La Grave(2)

Limites : Zone des sources /Confluence avec l'Orbiel

7/ Le Grézillou

Limites : Zone des sources /Confluence avec l'Orbiel

8/ L'Arnette

Limites : Zone des sources /Limite département Aude/Tarn

9/ Canal du Midi - Rigole de la Montagne noire

Limite : lot 16

10/ Ruisseau du Lampy de l'entrée du département de l'Aude jusqu'à l'entrée du lac de Cennes Monestiers

11/ Argent double

Ruisseaux associés : la Fage, Mourière, Fangassière, Andots, Gazet, et Balbonne

Limites : Zone des sources/ Chaussée du moulin en amont de Caunes Minervois

12/ Le Cros

Limites : Zone des sources / Chaussée ancien barrage alimentation de Trausse

(x : 617.140 /Y : 1813.556)

13/ Le Bosc

Limites : Zone des sources /Gué de Pinabaud

14/ La Clamoux

Ruisseaux associés : Serremijanes, Réalpo, Cloutels, Mulet

Limites : Zone des sources / Chaussée de la Pisciculture

15/ Le Cros (Affluent de la Clamoux)

Limites : Zone des sources /Chaussée du château

ARTICLE 7 :

La présente décision sera affichée à la Fédération Départementale des Associations Agréées de Pêche et de Protection du Milieu Aquatique l'Aude et dans les locaux des mairies du département de l'Aude dans les lieux réservés à cet effet, pendant une durée d'un mois.

ARTICLE 8 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 9 :

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de l'Aude, le commandant du groupement de gendarmerie de l'Aude, le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude, le président de la Fédération Départementale des Associations Agréées de Pêche et de Protection du Milieu Aquatique l'Aude, la chef du service de l'Agence Française pour la Biodiversité de l'Aude, le chef du service de l'office national de la chasse et de la faune sauvage de l'Aude, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Carcassonne, le 30 NOV. 2018

Le Préfet

Alain THIRION

<p>RESERVES TEMPORAIRES EN 1ère CATEGORIE PISCICOLE</p>
--

L'AUDE :

Commune d'Escouloubre et de Rouze (09) : du croisement des CD 16 et CD 118 jusqu'à la prise d'eau de la pisciculture de la Fargue, longueur 600 m.

Commune de Bessède de Sault : depuis la chaussée de prise d'eau de la pisciculture de Gesse à l'amont jusqu'au pont de Gesse à l'aval, longueur 850 m.

Commune d'Ayat : réserve des gorges de Saint Georges, depuis la station de pompage jusqu'à l'extrémité du canal de Fuite, usine E.D.F. Saint Georges longueur 800 m.

Commune d'Espéraz : sur 480 m depuis la passerelle de fer (en aval) au centre d'Espéraz et jusqu'au pont neuf (en amont).

Commune d'Alet les Bains : du ruisseau de Granès jusqu'au bassin de Cuba, longueur 400 m (250 m du bras).

Commune de Campagne sur Aude : en aval de la crête du barrage de la centrale sur une longueur de 130 m (Aude).

L'AGUZOU

Commune d'Escouloubre : du pont du moulin jusqu'au pont d'intersection avec le CD84 et le chemin de la vierge sur environ 2 km.

L'ARGENT DOUBLE :

Commune de Lespinassière : réserve de la Ramière en limite amont à la 1ère buse et en limite aval à la barrière ONF, longueur 2200 m.

Commune de Caunes-Minervois : depuis l'amont le pont de Bibaud jusqu'à la chaussée de Ciriey, longueur 500 m.

L'AYGUETTE :

Commune de Cournozouls : du pont de la Moulinasse, à l'amont, jusqu'à la Centrale à l'aval – longueur 500 m.

Commune de Sainte Colombe sur Guette : de la chaussée de Sainte Colombe à l'amont au ruisseau dit « Ventas » à l'aval, longueur 800 m.

LA CLAMOUX :

Commune de Castans : de la prise d'eau du moulin de Bru au pont du chemin des Therondels, longueur 300 m.

LA CLARIANELLE:

Commune de Roquefort de Sault : du confluent de la Clarianelle et du ruisseau du Pountarou jusqu'à sa source.

LA BOULZANE:

Commune de Lapradelle-Puilaurens : de la prise d'eau de la scierie Benassis, au pont de la route d'Aygues Bonnes, longueur 380 m.

Commune de Salvezines : entrée du village à l'amont, à la sortie du village à l'aval – longueur 460 m.

Commune de Montfort sur Boulzane : entrée du village à l'amont, à la sortie du village à l'aval longueur 400 m.

LA DURE :

Commune de Caudebronde : de la chaussée Séverac jusqu'au Foulan, longueur 700 m.

Commune de Cuxac-Cabardès : du pré communal au pont du Calvaire, longueur 500 m.

L'HERS:

Commune de Ste Colombe/l'Hers : Du pont vieux, à l'amont, au pont de la RD n°18 (route du lac) en aval, longueur 350 mètres.

LE LAPAZEUIL:

Commune de Counozouls : de la source au Col de Jau, à l'amont, jusqu'à la confluence avec l'Ayguette – longueur 3000 m.

LE RIALTORT :

Commune de Counozouls : depuis sa source, à l'amont, jusqu'à la confluence avec l'Ayguette – longueur 500 m.

LA TEINTURE :

Commune de Sainte Colombe sur l'Hers : totalité du ruisseau.

L'ORBIEU:

Commune de St Martin des Puits : du barrage à l'amont, au chemin de Jonquières (jardin de Mme MONS) à l'aval longueur 400 m.

Commune de Vignevieille : du ruisseau dit "Les Hilhes" à l'amont, au pont de Vignevieille à l'aval – longueur 500 m.

LE REBENTY:

Commune de Marsa : de l'entrée du village à l'amont, à la sortie du village - longueur 1000 m.

LE SOU:

Commune de Laroque de Fa : du pont de la CD 613 à l'amont, au pont de Lapelle à l'aval - longueur 400 m.

LE DOUILHOS

Commune du Mas Cabardès : du pont de Pinsard au pont de Marionbelle sur une longueur de 1820 m.

<p style="text-align: center;">RESERVES TEMPORAIRES EN 2ème CATEGORIE PISCICOLE</p>
--

L'ALSOU:

Commune de Serviès-en-Val : du pont de Villetritouls à l'amont, au gouffre du Jardin de Brianne à l'aval longueur 400 m.

LE LIBRE:

Commune de Félines-Terménès : du pont de la route D 613 à l'amont, au gourg de Fériol à l'aval - longueur 500 m.

L'ORBIEU:

Commune de Luc Sur Orbieu : du moulin de Titin à la chaussée en aval du pont du moulin sur une longueur de 550 m.

LA NIELLE:

Commune de St Laurent de la Cabrerisse : du Rec d'en Jacquou à l'amont, jusqu'à la passerelle des Jardins à l'aval longueur 500 m.

LE RIALSESSE:

Communes de Peyrolles et Serres : de la prise d'eau des Pontils à l'amont, au ruisseau de Peyrolles à l'aval longueur 700 m.

LE FRESQUEL:

Commune de Castelnaudary : du pont de Sainte Marie à l'amont, au chemin de service de Biau (lieu-dit La Cabourdine) à l'aval longueur 1000m.

CANAL DU MIDI:

Commune de Castelnaudary : sur le Grand Bassin, réserve des frayères à brochets quai de la Cybèle matérialisée par des bouées.

LA SALS:

Commune de Couiza : du lieu-dit chaussée de Nayack à l'amont, jusqu'au trou du Pibon à l'aval - Longueur 500 m.

LE SOU:

Commune de Labastide en Val : traversée du village, 200 m.

LA GANGUISE :

- sur le ruisseau de la Ganguise sur 200 m en amont et sur toute la zone en eau du pont de la route joignant Molleville à la RD415 et 100 m en aval du même pont.
- Sur le ruisseau de Labexen 100 mètres en aval de son embouchure et 100 m en amont dans le cours d'eau.



PREFET DE L'AUDE

Arrêté préfectoral n° DDTM-SEMA-2018-0075
autorisant la capture et le transport du poisson à des fins scientifiques, en cas de
déséquilibres biologiques et à des fins sanitaires

Le Préfet de l'Aude,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU l'article L 436-9 du code de l'environnement ;

VU les articles R 432-6, R 432-8 et R 432-9 du code de l'environnement concernant les autorisations exceptionnelles de capture et de transport de poissons à des fins scientifiques, de reproduction, repeuplement ou en cas de déséquilibres biologiques et sanitaires ;

VU la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature, notamment son article 2 et le décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977 pris pour son application ;

VU le décret du 24 février 2017 portant nomination de M. Alain THIRION en qualité de préfet de l'Aude à compter du 20 mars 2017 ;

VU la demande de Monsieur le Président de la Fédération Départementale de Pêche de l'Aude en date du 9 octobre 2018 ;

VU l'avis favorable du service départemental de l'Agence Française de la biodiversité de l'Aude en date du 10 octobre 2018 ;

VU l'avis de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de l'Aude ;

SUR proposition de monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de l'Aude ;

A R R E T E

ARTICLE 1er - Bénéficiaire de l'autorisation

La Fédération pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique de l'Aude représentée par Monsieur Gonzalez, Président, est autorisée à capturer et transporter du poisson à des fins scientifiques, en cas de déséquilibres biologiques et à des fins sanitaires. Cette autorisation s'étend, sous la responsabilité de la Fédération Départementale, à chacune des associations locales agréées pour la pêche et la protection des milieux aquatiques concernées.

ARTICLE 2 - Responsable (s) de l'exécution matérielle

Messieurs Henri Chavanette (chargé de mission) ou Thibault Izard (Technicien qualifié), sont désignés en tant que responsables de l'exécution matérielle des opérations. Ces opérations seront réalisées sous le contrôle du service départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité en collaboration avec les bénévoles des associations locales agréées concernées.

ARTICLE 3 – Validité

Le présent arrêté est applicable du 1er janvier au 31 décembre 2019.

ARTICLE 4 - Objet de l'opération

L'objectif de l'opération est de réaliser une actualisation des connaissances sur la faune piscicole dans le département dans le cadre de programmes de protection du milieu aquatique et de gestion des ressources piscicoles élaborés par la Fédération de pêche. À titre exceptionnel, l'objectif sera également de pouvoir procéder à des pêches de sauvetage.

ARTICLE 5 - Lieux concernés

Les lieux de capture sont l'ensemble du réseau hydrographique du département de l'Aude, canal du Midi et annexes fluviales dépendantes, canaux d'irrigations, lacs et tout type de retenues.

ARTICLE 6 - Moyens de capture autorisés pour la pêche à des fins sanitaires

La pêche sera réalisée au moyen d'engins, filets, sennes ou un groupe de pêche électrique. En tout état de cause, les moyens de captures proposés devront faire l'objet d'un accord du chef du service départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité.

ARTICLE 7 - Destination du poisson capturé

Le poisson capturé sera remis à l'eau sur les lieux de la capture immédiatement après inventaires, et mesures dans le cadre de suivis scientifiques et /ou d'opérations spécifiques. Lors des opérations de sauvetage, le poisson sera déversé le plus près du lieu de capture sur les tronçons maintenus en eau ou déterminés en accord avec les agents du service départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité.

ARTICLE 8 – Destruction du poisson indésirable

Selon les prescriptions et indications de l'Agence Française pour la Biodiversité, toutes les espèces susceptibles de créer des déséquilibres biologiques ou déclarées indésirables seront détruites sur place.

ARTICLE 9 – Accord du détenteur du droit de pêche

Le bénéficiaire ne peut exercer les droits qui sont liés à la présente autorisation, que s'il a obtenu l'accord du détenteur du droit de pêche. Celui-ci est joint à l'original de la déclaration préalable prévue à l'article 11 du présent arrêté.

ARTICLE 10 : droit des tiers

Le droit des tiers demeure expressément réservé.

ARTICLE 11 – Déclaration préalable

En début d'année, un prévisionnel détaillé des opérations susceptibles d'être réalisées sera transmis au service de l'eau de la DDTM de l'Aude et au service départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité.

Quinze jours au moins avant le début de l'opération le bénéficiaire de la présente autorisation, établira le planning du déroulement des opérations prévues dans le cadre des études et inventaires, dont les dates et les lieux sont précisés aux articles 3 et 5 du présent arrêté. Il sera tenu de le communiquer au service de l'eau de la DDTM de l'Aude et au service départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité .

Dans le cadre d'opérations de sauvetage de poissons à des fins sanitaires intervenant de manière exceptionnelle et non prévisible, le bénéficiaire de la présente autorisation prendra toutes les dispositions et moyens pour informer dans les meilleurs délais et quoi qu'il en soit, avant le début de l'opération, le service départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité et le service de l'eau de la DDTM de l'Aude.

ARTICLE 12 – Compte rendu d'exécution

Dans le délai de trois mois après l'exécution de la dernière opération, le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu d'adresser un compte rendu précisant les résultats des captures sous la forme fixée en annexe du présent arrêté :

- l'original au préfet du département de l'Aude,
- une copie au délégué inter-régional de l'Agence Française pour la Biodiversité .

Le compte rendu sera visé par les agents commissionnés au titre de la police de l'eau ou de la pêche chargés de contrôler les opérations de sauvetage et de destructions des espèces indésirables.

ARTICLE 13 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 14 - Présentation de l'autorisation

Le bénéficiaire ou la personne responsable de l'exécution matérielle doit être porteur de la présente autorisation lors des opérations de capture et de transport. Il est tenu de la présenter à toute demande des agents chargés de la police de la pêche en eau douce.


ARTICLE 15 - Diffusion

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, le Chef du Service Départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité, le Président de la Fédération des Associations Agréées de Pêche et de Protection du Milieu Aquatique, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

À Carcassonne, le

30 NOV. 2018

Le préfet



Alain THIRION



PRÉFET DE L'AUDE

Arrêté préfectoral n° DDTM-SPRISR-2018-069 portant attribution d'une subvention de l'Etat à Monsieur Jean-Paul ROGER pour les mesures de réduction de la vulnérabilité sur plan de prévention du risque inondation

LE PREFET DE L'AUDE

Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique,

VU le décret n° 75-1164 du 16 décembre 1975 portant classement des investissements et les textes qui l'ont modifié,

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n°2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat ;

VU le décret du 24 février 2017 portant nomination de M.Alain THIRION en qualité de préfet de l'Aude à compter du 20 mars 2017,

VU le décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement ;

VU l'arrêté du ministre délégué au budget du 29 juillet 1996 définissant les modalités de contrôle financier déconcentré en application du décret n° 96-629 du 16 juillet 1996,

VU l'arrêté interministériel du 5 juin 2003 relatif à la constitution du dossier pour une demande de subvention de l'Etat pour un projet d'investissement,

VU l'arrêté interministériel du ministère de l'économie et des finances et du ministère de la transition écologique et solidaire en date du 20 juin 2014 portant affectation des sommes nécessaires au financement des études et travaux de prévention définis et rendus obligatoires par un plan de prévention des risques naturels prévisibles approuvé,

VU la demande d'aide déposée le 31 octobre 2018 à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer par M. Jean-Paul ROGER,

SUR proposition de M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de l'Aude,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : OBJET

Une aide de l'Etat d'un montant de 783,20 euros est attribuée à

Jean-Paul ROGER
2 Lotissement l'Aubiague
Chemin des Mailheuls
11110 COURSAN

pour l'opération suivante :

« Création d'un espace refuge par l'installation d'une fenêtre de toit »

Les caractéristiques de l'opération visée au présent article et les modalités de mise en œuvre sont décrites dans les annexes techniques et financières (précisant notamment le coût de l'opération, le plan de financement, le calendrier prévisionnel de réalisation ...) contenues dans le dossier de demande de subvention et résumées dans la fiche technique et financière jointe en annexe au présent arrêté.

ARTICLE 2 : DISPOSITIONS FINANCIERES

2.1 Imputation budgétaire : l'aide de l'Etat est imputée sur le fonds Barnier (Budget 2TG, compte 0461- 94).

2.2 Coût de l'opération : Le montant de la dépense subventionnable est de 1 958,00 euros TTC

2.3 Montant et taux de l'aide : le montant maximal de la subvention est de 783,20 euros correspondant à un taux de 40 % appliqué au montant subventionnable.

ARTICLE 3 : SERVICE RESPONSABLE

La Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude / Service Prévention des Risques et Sécurité Routière (105 bd Barbès – CS40001 - 11838 Carcassonne cedex 9) est désignée comme service responsable et correspondant unique du bénéficiaire.

ARTICLE 4 : COMMENCEMENT D'EXECUTION ET DUREE DE L'OPERATION

- Le présent arrêté prend effet à la date de sa signature.
- Le bénéficiaire dispose d'un délai de 2 ans, à compter de la notification du présent arrêté, pour commencer l'opération. Il doit informer le service responsable cité à l'article 3 de ce commencement d'exécution.
- Le défaut de commencement de l'opération, dans le délai précité, entraîne la caducité du présent arrêté (sauf autorisation de report limitée à un an, par arrêté modificatif, sur demande justifiée du bénéficiaire avant l'expiration de ce délai).
- La date prévisionnelle d'achèvement de l'opération bénéficiant de la décision attributive de subvention est fixée au **31/10/2020**.

- Dans un délai de douze mois à compter de la date prévisionnelle d'achèvement de l'opération fixée ci-dessus, le bénéficiaire adresse au service responsable cité à l'article 3 :

1°) Une déclaration d'achèvement de l'opération accompagnée d'un décompte final des dépenses réellement effectuées

2°) La liste des aides publiques perçues et leur montant respectif.

En l'absence de réception de ces documents dans le délai de douze mois, aucun paiement ne peut intervenir au profit du ou des bénéficiaires.

ARTICLE 5 : MODALITES DE PAIEMENT

5.1 Le paiement de l'aide intervient, sous réserve de la disponibilité des crédits, sur justification de la réalisation de l'opération.

5.2 L'ordonnateur secondaire délégué est le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de l'Aude

5.3 Le comptable assignataire est le Directeur Départemental des Finances Publiques de l'Aude

5.4 Calendrier des paiements :

Versement,

- d'une avance de 30% du montant maximum prévisionnel de l'aide à réception de la déclaration de commencement d'exécution de l'opération faite par le bénéficiaire et sur sa demande expresse. Cette avance peut être portée à 60% sous réserve que le bénéficiaire constitue une garantie à première demande fournie par un établissement de crédit et établie selon le modèle fixé par arrêté du ministre chargé de l'économie.

- d'acomptes pouvant atteindre jusqu'à 80% du montant maximum prévisionnel de l'aide, sur justification des dépenses. Ce taux peut être porté à 90 % pour les projets dont le délai de réalisation prévu excède 48 mois.

- du solde, calculé au prorata des dépenses effectivement encourues et dans la limite du montant prévisionnel de l'aide, déduction faite de l'avance et des acomptes antérieurement versés.

Les versements des acomptes et du solde sont effectués sur production par le bénéficiaire de la justification des dépenses réalisées sur la base des factures acquittées, accompagnés d'un état récapitulatif, qu'il certifie exact.

5.5 Compte à créditer : Les paiements seront versés au compte ouvert au nom de :

⇒	<u>Titulaire :</u>	Jean-Paul ROGER
⇒	<u>Domiciliation :</u>	CIC Sud Ouest
⇒	<u>Références du compte :</u>	10057 – 19497 – 00020091205 - 94
⇒	<u>IBAN :</u>	FR76 1005 7194 9700 0200 9120 594
⇒	<u>BIC :</u>	AGRIFRPP835

ARTICLE 6 : SUIVI

L'opération sera réalisée selon le plan de financement et le plan de réalisation mentionnés dans les annexes techniques et financières contenues dans le dossier de demande de subvention et dont la fiche technique et financière est jointe en annexe au présent arrêté.

Le bénéficiaire est tenu d'informer régulièrement le service responsable de l'avancement de l'opération. A cet effet, le calendrier présent dans le dossier de demande de subvention, avec en corollaire la remontée des factures et autres justificatifs certifiés des dépenses, doit être respecté.

En cas de modification du plan de réalisation ou du plan de financement, le bénéficiaire doit communiquer les éléments au service responsable mentionné à l'article 3.

En cas d'abandon de l'opération, le bénéficiaire est tenu d'en informer le même service pour permettre la clôture de l'opération.

ARTICLE 7 : REDUCTION, REVERSEMENT, RESILIATION

7.1 Il sera mis fin à l'aide, et le reversement partiel ou total des sommes versées sera exigé en cas de refus du bénéficiaire de se soumettre aux contrôles ou de non-respect des clauses du présent arrêté, en particulier :

- si l'objet de la subvention ou l'affectation de l'investissement subventionné ont été modifiés sans autorisation ;
- si une différence constatée entre le plan de financement initial et final induisant un dépassement du taux maximum du cumul des aides publiques directes ;
- si un dépassement du délai de commencement de l'opération, prévu à l'article 4 intervient.
- si le projet n'est pas réalisé au terme du délai prévisionnel d'achèvement de l'opération mentionné dans la présente décision attributive ;
- si le bénéficiaire n'a pas transmis dans le délai de douze mois à compter de la date prévisionnelle d'achèvement de l'opération les documents demandés au 5 de l'article 4 ;

7.2 Le bénéficiaire qui souhaite abandonner son projet peut demander l'annulation de l'arrêté.

Il devra dans ce cas, procéder, s'il y a lieu au reversement des sommes indûment perçues dans les plus brefs délais, et au plus tard, dans le mois qui suit la réception du titre de perception.

ARTICLE 8 : LITIGES

Tout recours à l'encontre du présent arrêté pourra être porté devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois suivant sa notification. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être présenté à l'auteur de la décision. Dans ce cas, le recours contentieux pourra alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (le silence gardé pendant les deux mois suivant le recours gracieux emporte rejet de cette demande).

ARTICLE 9 :

Le Secrétaire Général de la préfecture de l'Aude, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de l'Aude, le Directeur Départemental des Finances Publiques de l'Aude sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire, et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

CARCASSONNE, le 22 NOV. 2018

Le préfet

Alain THIRION

Annexe à l'arrêté DDTM-SPRISR-2018-069

Jean-Paul ROGER

DOSSIER DE DEMANDE DE SUBVENTION

ROGER Jean-Paul

Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs

Création d'un espace refuge avec installation d'une
fenêtre de toit

Fiche II – 2 (6)

Etudes et travaux de réduction de la vulnérabilité imposés par
un PPR

Fiche technique et financière

PHASAGE	La présente demande de subvention porte sur la phase (case cochée)	
	Phase 1	Diagnostic
	X	Phase 2 Travaux

DESCRIPTIF	Localisation :	Commune de COURSAN
	Objectif général :	Réduire la vulnérabilité des personnes, des biens et des activités existants
	Descriptif :	La présente demande de subvention concerne la mise en place d'une fenêtre de toit afin de créer un espace refuge accessible de l'intérieur et donnant accès vers l'extérieur, permettant la mise en sécurité des personnes dans l'attente des secours.

ENJEUX	Protection des biens et des personnes

MONTANT	Montant prévisionnel Hors Taxes	1 780,00 €
	T.V.A. (10%)	178,00 €
	Montant T.T.C.	1 958,00 €

PLANNING	Début d'opération	
	Début des travaux	
	Fin d'opération	31/10/2020

PLAN FINANCEMENT	Partenaires	Taux*	Montant
	Etat (FPRNM)	40 %	783,20 €
	Maître d'ouvrage	60 %	1 174,80 €
		TOTAL :	1 958,00 €

* Taux sur le montant total des prestations, pas sur les assiettes éligibles



PREFECTURE DE L'AUDE

Arrêté temporaire n° DDTM/SPRISR/USR/2018-056 portant réglementation de la circulation sur l'A9.

LE PREFET DE L'AUDE

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de la Route et notamment les articles R. 411-9 et R. 411-4-8,

VU le décret du 07 février 1992 approuvant la convention passée entre l'État et la société Autoroutes du Sud de la France en vue de la concession de la construction, de l'entretien et de l'exploitation d'autoroutes ; et ensemble les décrets des 10 mai 1996, 18 novembre 1997, 26 décembre 1997, 29 décembre 1997, 30 décembre 2000, 30 novembre 2001, 29 juillet 2004, 15 mai 2007, 22 mars 2010, 02 juillet 2013 et 21 août 2015 approuvant les avenants à cette convention et au cahier des charges annexé

VU le Décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif au pouvoir des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le Décret du 24 février 2017, portant nomination de M.Alain THIRION en qualité de préfet de l'Aude à compter du 20 mars 2017,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre I, 8^e partie, signalisation temporaire, approuvée par arrêté ministériel du 5 et 6 novembre 1992,

VU la circulaire n° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier,

VU l'arrêté préfectoral N° DDTM/SPRISR/USR/2016-029 en date du 10 mai 2016 portant réglementation de la circulation sous chantier sur l'autoroute A9 et l'autoroute A61 dans la traversée du département de l'Aude,

VU l'arrêté préfectoral N° DDTM/SPRISR/USR/2018-020 en date du 30 avril 2018 portant réglementation provisoire de police sur l'autoroute A9 et l'autoroute A61 dans la traversée du département de l'Aude

VU l'arrêté préfectoral N° DPPAT-BCI-2018-025 en date du 18 juin 2018 du Préfet de l'Aude donnant délégation de signature à M. Jean François DESBOUIS, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de l'Aude,

VU la décision n° 2018-072 du Directeur Départemental des territoires et de la Mer de l'Aude en date du 29 août 2018 donnant subdélégation de signature à certains agents de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude.

VU l'avis de la Direction Générale des Infrastructures, des Transports et de la Mer (DGITM), Sous-direction de la gestion et du contrôle du réseau autoroutier concédé (GCA) en date du : 23 novembre 2018

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Aude en date du : 29 novembre 2018

VU l'avis du Colonel commandant le groupement de gendarmerie de l'Aude, en date du : 27 novembre 2018

CONSIDERANT qu'il est nécessaire, de mettre en place des restrictions de circulation, sur l'autoroute A9, dans le cadre de travaux de réfection des chaussées sur l'échangeur de Leucate.

CONSIDERANT qu'il importe en conséquence de prendre toutes les dispositions en vue d'assurer la sécurité des usagers ainsi que celle des agents de la société Autoroutes du Sud de la France et de l'entreprise chargée des travaux, de réduire au minimum les entraves à la circulation du fait desdits travaux,

A R R E T E

ARTICLE 1

Pour permettre de réaliser des travaux de peinture et de grenailage sur l'échangeur de Leucate n°40, la société Autoroutes du Sud de la France, sont autorisés à fermer cet échangeur la nuit du 4 au 5 décembre de 21H à 7H.

ARTICLE 2

Le chantier se déroule sur le territoire de la commune de Caves la nuit du 4 au 5 décembre 2018 de 21h à 7h nécessite la fermeture de l'échangeur de Leucate (n°40).

Dans le sens Espagne/France, la fermeture de l'échangeur de Leucate (n°40) nécessite la neutralisation de la voie de droite du PK 221+900 au PK 218+600 avec une limitation de vitesse à 110km/h.

Dans le sens France/Espagne, la fermeture de l'échangeur de Leucate (n°40) nécessite la neutralisation de la voie de droite du PK 216+800 au PK 220+000 avec une vitesse limitée à 110km/h.

Les usagers désirant emprunter l'autoroute A9 à l'échangeur de Leucate (n°40) pour prendre la direction de l'Espagne seront orientés vers l'échangeur de Perpignan Nord (n°41) en suivant l'itinéraire S7 balisé.

Les usagers désirant emprunter l'autoroute A9 à l'échangeur de Leucate (n°40) pour prendre la direction de Montpellier seront orientés vers l'échangeur de Sigean (n°39) en suivant l'itinéraire S4.

Les usagers circulant sur l'A9 dans le sens France/Espagne, désirant quitter l'autoroute à l'échangeur de Leucate (n°40) peuvent le faire à l'échangeur précédent Sigean (n°39), ils suivront alors l'itinéraire S3.

Les usagers circulant sur l'A9 dans le sens Espagne/France, désirant quitter l'autoroute à l'échangeur de Leucate (n°40) peuvent le faire à l'échangeur précédent de Perpignan Nord (n°41), ils suivront alors l'itinéraire S8 balisé.

Les usagers seront informés de ces travaux par des messages affichés sur les panneaux à messages variables en section courante.

L'information sera relayée par le biais de Radio Vinci Autoroutes 107.7.

ARTICLE 3

Par dérogation à l'arrêté N° DDTM/SPRISR/USR/2016-029 en date du : 10 mai 2016 portant réglementation de la circulation sous chantier sur les autoroutes A9 et A61 dans la traversée du département de l'Aude

- l'inter-distance entre le chantier objet du présent arrêté et tout autre chantier nécessaire à l'entretien de l'autoroute peut être ramenée à 2 km et 0 km en cas de travaux d'urgence,
- l'échangeur de Leucate n°40 sera fermé la nuit du 4 au 5 décembre 2018 de 21h à 7h

ARTICLE 4

Si les conditions météorologiques ou des problèmes techniques ne permettent pas de réaliser les travaux la nuit du 4 au 5 décembre 2018, les dispositions prévues et indiquées à l'article 2 peuvent être reportées à la première date permettant leur réalisation dans les mêmes conditions.

ARTICLE 5

La signalisation de chantier nécessaire à ces restrictions de circulation (panneaux, cônes de signalisation de type K5a...) est mise en place par la société Autoroutes du Sud de la France conformément à la réglementation en vigueur relative à la signalisation temporaire sur autoroute (8ème partie de l'instruction interministérielle).

En plus de toute signalisation définie ci-dessus, l'entreprise chargée de l'exécution des travaux prend les mesures de protection et de signalisation utiles, sous le contrôle des services de la Société Autoroutes du Sud de la France.

ARTICLE 6

M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de l'Aude, Le Colonel commandant de Groupement de Gendarmerie, M. le Directeur Régional des Services de l'Exploitation de Narbonne de la Société Autoroutes du Sud de la France, M. le Directeur de l'entreprise chargée des travaux, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont copie sera adressée au Service du Contrôle des Sociétés Concessionnaires d'Autoroutes.

Carcassonne, le 30 novembre 2018

Pour le préfet et par délégation
Pour le Directeur Départemental des Territoires et de
la Mer de l'Aude,

La chef du Service
Prévention des Risques
et Sécurité Routière

Sabrina KLEIN

DIRECCTE Occitanie
Unité départementale de l'Aude
Téléphone : 04.68.77.40.44
Courriel : oc-udl1.direction@direccte.gouv.fr

Arrêté préfectoral n° DIRECCTE-2018-012

portant modification de l'arrêté préfectoral 2007-11-1485 réglementant la fermeture
des établissements de la coiffure

Le préfet de l'Aude,
Chevalier de la légion d'honneur,

VU l'article L.3132-29 du code du travail ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2007-11-1485 du 6 juin 2007 réglementant la fermeture des
établissements de la coiffure ;

VU l'accord professionnel intervenu le 13 juin 2018 entre le Syndicat de la Coiffure de
l'Aude et les syndicats CFDT, CTFC et FO représentant les salariés ;

Considérant que le Syndicat de la Coiffure de l'Aude et toutes les organisations syndicales
concernées ont été régulièrement invités à la négociation et consultés ;

Considérant que ce nouvel accord signé le 13 juin 2018 exprime la volonté de la majorité
des professionnels, à titre principal ou accessoire, concernés par la profession de la coiffure
dans le département de l'Aude ainsi que des salariés d'ouvrir les dimanches 23 et 30
décembre 2018 ;

Considérant que les partenaires sociaux demandent au préfet de l'Aude que l'arrêté
préfectoral n° 2007-11-1485 du 6 juin 2007 soit modifié en ce sens ;

SUR proposition de la responsable par intérim de l'Unité départementale de l'Aude de la
Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et
de l'Emploi

ARRETE :

Article 1 :

Le dernier alinéa de l'article 4 de l'arrêté préfectoral n° 2007-11-1485 du 6 juin 2007 réglementant la fermeture des établissements de la coiffure est supprimé et remplacé comme suit :

« Au titre de l'année 2018, la suspension temporaire visée au premier alinéa du présent article est accordée pour les dimanches 23 et 30 décembre 2018 selon les principes suivants :

- Horaires d'ouverture de 8 heures à 12 heures ;*
- Recours au personnel volontaire : seuls les salariés volontaires, prévenus au moins quinze jours à l'avance, ayant donné leur accord par écrit à leur employeur peuvent travailler le dimanche sur le fondement d'une telle autorisation ;*
- Respect du repos hebdomadaire en application de l'article L.3132-1 du code du travail et de l'article 9 de la convention collective de la coiffure ;*
- Octroi d'une journée de repos compensateur pour chaque dimanche travaillé ;*
- Paiement sur la base de l'article L.3132-27 du Code du Travail (rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement due pour une durée équivalente) ou de l'article 9 de la convention collective (prime forfaitaire égale à 1/24 du traitement mensuel) lorsque cette dernière est plus favorable pour les salariés.*

Par ailleurs, la suspension de l'arrêté de fermeture des salons de coiffure n'emportant pas autorisation de déroger à la règle du repos dominical, les employeurs souhaitant faire travailler leurs salariés les dimanches 23 et 30 décembre 2018 devront présenter une demande individuelle de dérogation préfectorale temporaire au repos dominical à l'Unité Départementale de l'Aude de la DIRECCTE selon les modalités prévues aux articles L.3132-20 et L.3132-21 du code du travail.»

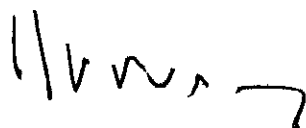
Article 2 :

Les autres articles de l'arrêté préfectoral n° 2007-11-1485 du 6 juin 2007 réglementant la fermeture des établissements de la coiffure restent inchangés.

Article 3 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aude, les sous-préfets de Narbonne et Limoux, la directrice régionale adjointe de la DIRECCTE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Carcassonne, le 23 novembre 2018



Alain THIRION



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
MINISTÈRE DU TRAVAIL

*DIRECTION RÉGIONALE DES ENTREPRISES,
DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL
ET DE L'EMPLOI D' OCCITANIE*

UNITÉ DÉPARTEMENTALE DE L'AUDE

**Arrêté modificatif portant renouvellement d'agrément
d'un organisme de services à la personne
N° SAP 498 611 953**

Le Préfet de l'Aude,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu la loi n°2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale ;

Vu le Code du Travail et notamment les articles L 7231-1 à L 7234-1 et les décrets pris pour leur application ;

Vu la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

Vu l'article 4 de l'ordonnance n° 2005-1477 du 1^{er} décembre 2005 portant diverses dispositions relatives aux procédures d'admission à l'aide sociale et aux établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

Vu les décrets n°2011-1132 et n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives aux chèques emploi-service universel et aux services à la personne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 mars 2017 donnant délégation de signature à M. Christophe LEROUGE, Directeur Régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Occitanie ;

Vu l'arrêté du 24 septembre 2018 confiant l'intérim de l'emploi de Responsable de l'Unité Départementale de l'Aude de la DIRECCTE Occitanie à Madame Marie-Noëlle BALLARIN ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2018, portant subdélégation de signature de Monsieur Christophe LEROUGE, Directeur Régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Occitanie à Madame Marie-Noëlle BALLARIN, Responsable de l'Unité Départementale de l'Aude de la DIRECCTE Occitanie, par intérim ;

Vu l'arrêté du 1^{er} octobre 2018 fixant le cahier des charges prévu à l'article R7232-6 du code du travail ;

Vu l'arrêté du 3 avril 2018 portant renouvellement d'agrément de l'organisme A2MICILE « AZAÉ CARCASSONNE » ;

Vu la certification du 6 février 2017 délivrée par AFNOR Certification à l'organisme A2MICILE « AZAÉ CARCASSONNE » valable jusqu'au 6 février 2020 ;

Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE) Occitanie
Unité départementale de l'Aude

320, chemin de Maquens - CS 70069 - 11890 CARCASSONNE CEDEX 9 - Téléphone : 04 68 77 40 44
www.occitanie.direccte.gouv.fr

ARRETE

Article 1^{er}

L'article 1 de l'arrêté du 3 avril 2018 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

L'agrément de l'organisme A2MICILE « AZAÉ CARCASSONNE », dont l'établissement principal est situé 20 rue Jean Meliès, 11000 CARCASSONNE, est accordé à compter du 17 septembre 2017 et jusqu'au 16 septembre 2022.

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions fixées par l'article R.7232-8 et, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

Article 2

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Il peut, dans les deux mois à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la DIRECCTE - unité départementale de l'Aude ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - direction générale des entreprises - mission des services à la personne, 6 rue Louise Weiss, 75703 Paris cedex 13.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa notification en saisissant Tribunal Administratif de Montpellier, 6, rue Pitot 34063 Montpellier.

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.

Fait à CARCASSONNE, le 26 novembre 2018

P/la responsable de l'Unité Départementale de l'Aude
de la DIRECCTE Occitanie par intérim,
La directrice adjointe



Monique VIDAL



PRÉFET DE L'AUDE

**Arrêté préfectoral n° DPPPAT-BCI-2018-049 donnant délégation de signature à
Monsieur Patrick DISSET, directeur de la sécurité de l'Aviation civile Sud par intérim**

Le Préfet de l'Aude
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'aviation civile ;

Vu le code des transports ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée notamment son article 34 ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

Vu la loi n° 83-1186 du 23 décembre 1983 portant modification des dispositions relatives aux relations financières et aux transferts de compétences entre l'Etat et les collectivités locales et notamment ses articles 23 à 27 ;

Vu la loi n° 2007-809 du 13 août 2007 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu le décret n° 60-516 du 2 juin 1960 portant harmonisation des circonscriptions administratives, modifié notamment par le décret n°93-479 du 24 mars 1993 ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 92-604 du 1^{er} juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;

Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles, modifié par le décret n°97-1205 du 19 décembre 1997 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

Vu le décret n° 2005-1500 du 5 décembre 2005 portant application de l'article 18 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

Vu le décret n° 2008-1299 du 11 décembre 2008 modifié portant création de la direction de la sécurité de l'aviation civile ;

VU le décret du 10 juin 2015 portant nomination de Monsieur Jean-Marc SABATHÉ en qualité de préfet de l'Aude ;

Vu l'arrêté du 7 décembre 2015, modifié, portant organisation de la direction de la sécurité de l'aviation civile, notamment son titre IV;

Vu l'arrêté n° 203920062683 du 4 décembre 2015 nommant M. Philippe AYOUN, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, directeur de la sécurité de l'aviation civile Sud ;

Vu la circulaire du ministre de l'intérieur du 12 septembre 2012 relative à la délégation de signature des préfets ;

Vu la décision du 12 mars 2018 portant organisation de la direction de la sécurité de l'aviation civile Sud;

Vu la décision du 9 novembre 2018 nommant M. Patrick DISSET, ingénieur des études et de l'exploitation de l'aviation civile hors classe, directeur de la sécurité de l'aviation civile Sud par intérim, à compter du 1^{er} décembre 2018,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aude,

ARRÊTE :

ARTICLE 1 :

Délégation est donnée, pour ce qui concerne le département de l'Aude, à Monsieur Patrick DISSET, adjoint chargé des affaires techniques et directeur de la sécurité de l'aviation civile Sud par intérim, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions :

- 1) Les décisions de dérogations de survol du département en application du règlement d'exécution (UE) n°923/2012 du 26 septembre 2012 fixant les règles de l'air communes et dispositions opérationnelles relatives aux services et procédures de navigation aérienne, de l'arrêté du 11 décembre 2014 relatif à la mise en œuvre dudit règlement, et de l'arrêté du 10 octobre 1957, à l'exclusion du survol des agglomérations et des rassemblements de personnes et d'animaux" ;
- 2) Les décisions de confier à l'exploitant d'aérodrome ou à un prestataire de service la mission d'assurer la permanence des services d'assistance en escale, de procéder à la consultation prévue au 2° de l'article R. 216-11 du code de l'aviation civile et de donner son accord concernant le choix de l'auditeur prévu au 3° de l'article précité;
- 3) Les décisions de délivrance, suspension ou retrait de l'agrément en application des articles L.6326-1 du code des transports et R. 216-14 du code de l'aviation civile

pour les prestataires de services d'assistance en escale ainsi que pour les sous-traitants ;

- 4) Les décisions de délivrance des accords prévus aux articles D. 232-4 et D. 233-4 du code de l'aviation civile pour l'équipement d'aides lumineuses ou radioélectriques à la navigation aérienne ou de tous autres dispositifs de télécommunications aéronautiques :
 - Sur un aéroport à usage restreint,
 - Sur un aéroport à usage privé ;
- 5) Les missions prévues aux articles D. 213-1 à D. 213-1-11 du code de l'aviation civile ;
- 6) Les décisions de délivrance, suspension ou retrait des agréments prévus à l'article D. 213-1-6 du code de l'aviation civile pour l'exercice des fonctions de chefs de manœuvre, de pompier d'aéroport et éventuellement de responsable du service de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs ;
- 7) Les diverses mesures relatives au service de péril animalier sur un aéroport lorsque la situation faunistique le justifie et après consultation de l'exploitant d'aéroport, dans le cadre des articles D. 213-1-15 à D. 213-1-25 du code de l'aviation civile, à l'exclusion des mesures concernant le prélèvement d'animaux prévues à l'article D. 213-1-17 du même code ;
- 8) Les décisions de délivrance ou de refus des autorisations d'accès au côté piste des aéroports et les titres de circulation prévus respectivement aux articles R. 213-3-2 et R. 213-3-3 du code de l'aviation civile ;
- 9) Les décisions de délivrance, suspension ou retrait de l'agrément de sûreté des exploitants d'aéroport conformément aux dispositions prévues par les articles R. 213-2 et R. 213-2-1 du code de l'aviation civile ;
- 10) Les décisions de dérogations aux servitudes radioélectriques protégeant les équipements de l'aviation civile en application des dispositions de l'article L 6351-6 du code des transports ;
- 11) Les autorisations prévues aux articles D 242-8 du code de l'aviation civile, concernant les installations et équipements concourant à la sécurité de la navigation aérienne et du transport aérien public et D 242-9 du code de l'aviation civile, concernant des constructions ou installations nécessaires à la conduite de travaux dans une zone grevée de servitudes aéronautiques de dégagement ;
à l'effet de signer les actes ou décisions prévues à l'article 1^{er} suivants :

ARTICLE 2 :

En cas d'absence ou d'indisponibilité de Monsieur Patrick DISSET, délégation est consentie aux agents placés sous son autorité dans les limites de leurs attributions, à l'effet de signer les actes ou décisions prévues à l'article 1^{er} suivants :

- Mme Frédérique MELOUS, chef de cabinet
- M. Samy MEDANI, chef de la division opération aériennes, pour les actes mentionnés au n°1
- M. Maxime BRUGEL, chef de la division aéroports et navigation aérienne, pour les actes mentionnés aux n° 4 à 7
- Mme Elisabeth BOUSQUIE, chef de la division sûreté, et M. Fabien VALLEE, adjoint à la chef de division sûreté, pour les actes mentionnés aux n° 8 et 9

- Mme Géraldine CHARPENTIER, Mme Muriel NEGRO, Mme Carole RODRIGUEZ, Mme Florence DORTINDEGUEY et M. Christian DERKUM, inspecteurs de surveillance pour les actes mentionnés au n° 8

- Mme Isabelle ROMBY, chef de la division régulation et développement durable, pour les actes mentionnés aux n° 4, 10 et 11.

La signature du délégataire ou subdélégataire et sa qualité devront être précédées de la mention suivante : « Pour le préfet et par délégation, le » ;

ARTICLE 3 :

Demeurent réservés à la signature du préfet :

1. Toutes correspondances adressées :
 - aux cabinets ministériels,
 - aux parlementaires,
 - au président du conseil régional,
 - aux conseillers régionaux élus dans le département,
 - au président du conseil départemental,
 - aux conseillers départementaux.
2. Les correspondances dont l'objet ou l'importance le justifie, adressées :
 - aux administrations centrales,
 - au préfet de la région Occitanie,
 - aux maires et aux présidents d'établissements publics locaux.
3. Les saisines de toute nature des juridictions administratives et de la chambre régionale des comptes dans le cadre du contrôle des collectivités locales et de leurs établissements publics.
4. Les mémoires en défense ou en réponse dans ce même cadre.

ARTICLE 4 :

L'arrêté préfectoral n° DCT-BCI-2017-058 en date du 20 mars 2017 est abrogé.

ARTICLE 5 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aude et le directeur de la sécurité de l'aviation civile Sud sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aude.

Carcassonne, le

30 NOV. 2018

Le Préfet,

Alain THIRION